

**ARRETE DE MISE EN SECURITE AVEC MESURES D'URGENCE SUR L'IMMEUBLE PARCELLE AI66 A
SAINT-MARCELLIN PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE D'HABITER**

N°ST 2024_114

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, les articles L.521-1 à L.521-4, les articles R.511-1 à R.511-11 ;

Vu l'article R.556-1 du Code de Justice Administrative,

Vu l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la visite des services techniques de la commune le 12 avril 2024 ayant constaté la fragilité du plancher du 1^{er} étage et l'ouverture de la porte d'accès à l'immeuble non verrouillée,

Considérant le risque d'intrusion et de danger sur les personnes qui viendraient à s'introduire dans l'immeuble,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le propriétaire de l'immeuble parcelle AI66 à Saint-Marcellin, Monsieur Jean Jack PONSARD, 73 rue de Macon, 01090 MONTMERLE SUR SAÔNE, est tenu de réaliser les travaux suivants :

- Dans un délai de 2 semaines (mesure d'urgence) : Garantir la fermeture de la porte d'accès par un système de loquet ou de serrure évitant toute intrusion ;
- Dans un délai de 6 mois : Réaliser un diagnostic sur l'état du bâtiment et des planchers.

ARTICLE 2 : Compte tenu du risque d'intrusion et de danger sur les personnes qui viendraient à s'introduire dans l'immeuble, la ville procédera de manière immédiate à une condamnation de l'accès par un vissage de la porte d'entrée. Le présent arrêté porte interdiction temporaire d'habiter.

ARTICLE 3 : Une signalétique sera mise en place par la ville afin d'empêcher l'accès à immeuble.

ARTICLE 4 : Dès que le propriétaire aura réalisé les travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune. Le propriétaire tiendra à disposition des services de la commune toutes pièces justificatives attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : En cas de non-exécution des mesures ci-dessus prescrites dans l'articles 1 du présent arrêté conformément aux délais précisés ci-dessus, par les propriétaires, les travaux d'urgence pourront être effectués d'office par la commune, aux frais du propriétaire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire par courrier recommandé. Il sera en outre affiché sur l'immeuble.

ARTICLE 7 : Application du présent arrêté : Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame le Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur du Pôle Technique, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 17 avril 2024

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

